

10 Société et Culture

Université Omar Bongo/Conférence-débat sur l'employabilité des étudiants

L'auto emploi, une voie de secours



L'employabilité des étudiants de l'UOB, objet d'une conférence-débats en présence du recteur Ropivia (d).



Des débats auxquels ont pris part les responsables de l'ONE, un organe très impliqué dans les questions de l'emploi.

R.H.A

Libreville/Gabon

COMMENT les étudiants de l'Université Omar Bongo (UOB) peuvent-ils trouver une place sur le marché de l'emploi après leur parcours universitaire? La question vaut son pesant d'or. Tant l'emploi devient incertain et de plus en plus exigeant. La problématique a constitué l'épicentre des débats, mercredi dernier, dans ce temple du savoir lors d'une conférence organisée à cet effet, sur le thème : "L'adaptation des étudiants de l'Université Omar Bongo aux nouvelles exigences du marché de l'emploi".

A cette occasion, en présence de la ministre du Travail, de l'Emploi, de la formation professionnelle et de l'Insertion des jeunes, Carmen Ndaot, du recteur de l'UOB, Pr Marc-Louis Ropivia, de la directrice de Junior Achievement Gabon, Radia Garrigues, et du président de la Mutuelle de ladite université, Ange Gaël Makaya Makaya, les étudiants ont manifesté leurs préoccupations quant à leur insertion, devenue aléatoire, dans le marché du travail. Après avoir énuméré l'ensemble des mécanismes mis en œuvre par le gouvernement pour favoriser l'emploi des jeunes, la ministre Carmen Ndaot a vanté l'importance de

l'autoemploi qui devient une "voie de secours" pour éviter le chômage. Formateur à l'UOB et patron de cette administration, le Pr Marc-Louis Ropivia s'est appuyé, pour sa part, sur trois questions fondamentales qui ont permis de conduire les échanges. Elles se résument ainsi : "L'étudiant de l'UOB, dans les conditions actuelles de sa formation, est-il directement employable? Est-il préparé à affronter psychologiquement et techniquement les réalités de plus en plus complexes d'un monde post universitaire sans espoir d'insertion professionnelle automatique pour lui? Si non, comment l'université entend-elle résoudre la

question de l'employabilité?"

A la première, il est revenu sur la nécessité de changer de paradigme. Parce que, pense-t-il, « l'adéquation formation-emploi commence à appartenir au domaine du passé. » Un nouveau paradigme, qui éviterait aux apprenants à se demander : "avec ma Licence ou Mon master, où devrai-je, où pourrai-je trouver du travail?" Mais d'être confiants en se demandant plutôt : "comment dois-je utiliser mon diplôme pour créer une activité professionnelle en rapport avec des nécessités de la société?"

Une bonne réflexion, à ce qui se voit, ayant été portée sur l'autoentreprise-

neuriant qui a rejoint celle du ministre du Travail. Toutefois, pour mieux accompagner les jeunes étudiants dans ce raisonnement, le recteur a invité les pouvoirs publics à créer des mécanismes et des instruments financiers spécifiques de prise en charge dès la fin de leur formation. Les étudiants n'ont pas pu dissimuler leur joie de prendre part à cette

conférence-débat. « *Savoir que la Fonction publique est actuellement saturée nous interpelle tous. Ce qui multiplie nos craintes. Et si l'auto emploi est une seule option pour fuir le chômage, je pense qu'il est temps que les autorités gabonaises pensent à nous accompagner dans des formations entrepreneuriales ici à l'UOB* », a déclaré l'un d'eux.

Chronique littéraire

Salon du Livre 2018 : mort à Londres, boycott à Paris

LE Salon du Livre de Paris 2018, qui peine encore à s'affirmer comme Paris Livre, a pris fin le 19 mars dernier. A en croire les échos qui nous parviennent ainsi que les comptes rendus d'articles de presse, tout s'y est bien passé... ou presque.

Presque, en effet. Un contretemps a pour ainsi dire plombé l'ambiance d'une certaine manière. Rappel des faits : presque à l'ouverture de Paris Livre 2018, une mauvaise nouvelle est venue de Londres. Là-bas, sur un banc public, on a découvert le corps sans vie d'un ancien espion russe. Sans s'embarrasser de fioritures pour le dire, le chef de l'exécutif britannique a mis en accusation le régime de Poutine. Branle-bas dans toute l'Europe, du moins dans l'Europe qui décide. Des mesures aux allures de représailles ont été prises dans la foulée contre la Russie. Voilà comment à Paris, sur le plan symbolique, le chef de l'Etat, attendu à Paris Livre, renonce à sa visite du Pavillon russe, à l'ébahissement de beaucoup. Du coup, il y a de quoi se montrer perplexe et se demander quoi faire réellement en de telles circonstances. Comme chaque année depuis que cela est devenu une tradition, un pays est à l'honneur au Salon du Livre de Paris. Cette année, ce privilège a échoué à la Russie. Dieu sait si ce pays slave est un monstre en matière de littérature, et de culture plus largement. La Russie, qui par ailleurs prépare son Mondial de football, met les petits plats dans les grands pour se montrer partout à son avantage.

Mais voilà que, alors que le chef de l'Etat français était attendu de ce côté-là, il répond qu'il ne s'y rendrait pas par solidarité avec Londres.

A ceux qui disent qu'ils ne se mêlent jamais de politique, il y a dans cette affaire un bel exemple illustrant l'idée triviale selon laquelle si vous ne faites pas de la politique, c'est la politique qui va vous faire.

Du coup, l'on comprend aisément la désolation et les regrets des écrivains, des éditeurs et des libraires russes en nombre à Paris Livre et regardés comme s'ils étaient pour quelque chose dans l'homicide de leur compatriote. Ils paient le prix fort pour une affaire qui ne les concerne pas directement, se dépêtrant dans le statut peu enviable de victimes de dégâts collatéraux.

"Ce boycott m'a fait l'effet d'une douche froide", a réagi Natalia Turine, directrice de la librairie du Globe, la grande librairie russe de Paris, et par ailleurs directrice de Louison Editions, une maison d'édition spécialisée dans la littérature russe contemporaine. "Votre boycott du Pavillon russe, pays invité d'honneur cette année à Livre Paris, a un impact direct sur mes investissements. Et je passe sous silence l'impact sur moi en tant qu'éditrice et intellectuelle", a poursuivi l'éditrice et chef d'entreprise française, dans une lettre ouverte au président Macron dont l'AFP a obtenu une copie.

Préparé depuis des mois, le Salon devait mettre en avant le renouveau des lettres russes. Trente-huit auteurs russes y ont été invités. Les écrivains de la délégation russe ne sont pas tous des partisans du président Vladimir Poutine. "Je n'ai jamais dépendu du pouvoir, il ne m'a pas fait de cadeaux et je ne lui dois rien", avait ainsi confié pour sa part jeudi à l'AFP la romancière russe Ludmila Oulitskaïa. "C'est grâce à l'argent de ces pays invités d'honneur que ce festival est financé", a renchéri Natalia Turine, indiquant qu'elle avait dépensé "100.000 euros" pour le stand de la librairie du Globe, librairie officielle du stand de la Russie. Son entreprise est en danger, dit-elle. Dommage.

Santé/Validation du projet de la liste de maladies professionnelles harmonisées

Mieux prendre en charge les victimes des risques professionnels

COE

Libreville/Gabon

C'est ce qui ressort des assises tenues, mercredi dernier, entre l'administration publique gabonaise et les partenaires sociaux représentés par la Confédération syndicale des travailleurs et le patronat.

L'ADMINISTRATION publique représentée par le secrétaire général du ministère du Travail, Caroline Mimboui Nguema, et les partenaires représentés par la Confédération syndicale des travailleurs et le patronat, se sont retrouvés, dernièrement, au centre de formation professionnelle Basile Ondimba, pour examiner le rapport des assises nationales de validation du projet de la liste de maladies professionnelles harmonisées, et le barème d'indemnisation des accidentés du travail de la Cipres. Cet examen vise l'amélioration de la réglementation



Le secrétaire général du ministère du Travail, Caroline Mimboui Nguema, aux côtés du responsable du centre de formation Basile Ondimba.

en matière de sécurité et de santé au travail. Et aussi une meilleure prise en charge des maladies professionnelles et des accidents de travail. Les deux parties ont saisi cette occasion pour revisiter le rapport des assises nationales tenues du 30 janvier au 2 février 2018 à Libreville. Rencontre au cours de laquelle plusieurs documents avaient été élaborés, relevant que le projet de liste des maladies professionnelles proposée contenait 88 tableaux. Qu'en outre, celui-ci couvrirait tous les secteurs d'activités économiques du

Gabon.

« Nous avons rencontré les partenaires sociaux pour leur rendre compte des travaux qui ont eu lieu avant la séance de validation, qui se tiendra au Sénégal. Nous leur avons présenté la liste des maladies professionnelles et les documents élaborés, afin qu'ils puissent apporter leurs amendements, pour que plus tard on retienne l'aspect du Gabon lorsque les listes seront validées au niveau de l'Organisation internationale du travail (OIT) », a confié Caroline Mimboui Nguema.

« Nous apprécions l'initia-

tive du gouvernement de nous convier à cet atelier. Mais, nous déplorons, par contre, le fait que nous ayons été pris de court, parce que nous n'avons pas les outils nécessaires à verser à ces débats. Il faudrait penser à concevoir une liste pour le secteur public, vu que l'administration, dans le cadre du secteur hospitalier, a des maladies professionnelles qui peuvent être contractées », a déclaré Etienne Lambert Boudzanga, représentant les travailleurs.

La Patronat, pour sa part, pense qu'il faut vite remédier à cette situation. « Toutes les explications qui ont été données sont parfaites. Mais il faudrait mettre en place des tableaux généraux des maladies répertoriées. Il nous faut aussi plus des détails au niveau des entreprises pour mieux informer nos employés. Les dispositions nécessaires à prendre obéissent à cela », a conclu Jean Claude Villard, vice-président du conseil gabonais du patronat.